

Broglie
27270



Mairie

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 septembre 2026

PROCÈS-VERBAL

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

L'an Deux Mille Vingt Six, le vingt-cinq septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de BROGLIE légalement convoqué par monsieur Amaury LATHAM, maire de BROGLIE.

Présents :

M. PAGNIE Patrice,
Mme. DUTOIR Martine,
M. GALLIER Stéphane,
Mme. DUBOC Dominique,
Mme. BEUVE Véronique
Mme. TESSIER Laurence,
M. DELAS Jean-Baptiste
Mme. VADELORGE Stéphanie,
M. EMO Vincent,
Mme. BRUMENT Magali,
M. DE BROGLIE Philippe-Maurice,
Mme DUFOUR Céline
M. SEHET David.

Excusés :

M. BARBANCHON Mathieu donne pouvoir à M. Amaury LATHAM

Secrétaire de séance : Mme TESSIER Laurence

Date de convocation : 17/09/2026

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents ou représentés : 15

Ordre du Jour

1. Adoption du Procès-Verbal de la séance précédente (03/07/2026) et notification des décisions du Maire prises en vertu des délégations du Conseil Municipal ;
2. Décision modificative budget annexe - Arquerie
3. convention d'occupation temporaire d'un terrain au 6 rue de saint Aubin
4. convention d'occupation temporaire d'un local au 9 rue Planche Bottin
5. Mise en place du dispositif du Service Civique et autorisation donnée au Maire de solliciter un agrément
6. Présentation du Rapport Social Unique
7. Questions diverses

Monsieur Amaury LATHAM, maire, ouvre la séance.

Le conseil municipal désigne une secrétaire de séance : Mme Laurence TESSIER.

Le maire procède à l'appel nominal des membres du Conseil Municipal présents ou représentés qui sont au nombre de **15** et constate que la condition du **quorum est atteinte.**



1. Adoption du Procès-Verbal de la séance du 03/07/2026 et notification des décisions du Maire :

1.1. Procès-Verbal de la séance du 03/07/2026

Le Procès-verbal est **adopté par 14 voix sur 15 et 1 abstention** (M. P-M DE BROGLIE).

1.2. Décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal.

- 237 : souscription d'un contrat de location de pare-feu informatique
- 238 : souscription d'un contrat de location de grand écran
- 239 : souscription d'un contrat de location de serveur informatique pour l'école
- 240 : souscription d'un contrat pour l'achat d'un nom de domaine et de boîtes mail associées
- 241 : souscription d'un contrat pour l'achat de 2 licences Microsoft 365 dans le cadre d'un changement de prestataire
- 242 : souscription d'un contrat d'électricité pour le distributeur de denrées

2. DELIBERATION N°2026-09-25-01 : décision budgétaire modificative Arquerie

ARTICLE 1 : En vue de procéder à la clôture du budget il y a lieu préalablement d'inscrire les opérations suivantes au budget annexe de l'ARQUERIE :

- Dépense de fonctionnement :
 - o Au compte 023 : -6573,42€
 - o Au compte 71355-042 : + 3286,71€
- Recettes de fonctionnement
 - o Au compte 71355-042 : - 3286,71€
- Dépenses d'investissement
 - o Au compte 3555-040 : -3286,71€

Une fois ces opérations comptables effectuées les sommes suivantes seront versées sur le compte de la commune :

- Au compte 168748 : 3382,17€
- Au compte 65822 : 29092,54€

En conséquence, Après en avoir délibéré le Conseil Municipal décide à **l'unanimité** :

- D'APPROUVER la décision budgétaire modificative du budget annexe pour l'exercice 2026 afin de procéder par la suite à la clôture dudit budget.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette décision budgétaire modificative.

3. DELIBERATION N°2026-09-25-02 : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN AU 6 RUE DE SAINT AUBIN

ARTICLE 1 : Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) est accordée à la SAS **le Panier des Product'Eure**, dont le siège social est situé 15 rue Saint Vincent la Rivière, 27270 BROGLIE, pour l'installation et l'exploitation d'un distributeur automatique de produits alimentaires sur un emplacement sis 6 rue Saint-Aubin à BROGLIE, sur la parcelle susmentionnée.

ARTICLE 2 : L'AOT fait l'objet de la convention jointe en annexe de la présente délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 14 voix POUR et 1 abstention (M. P.M. DE BROGLIE) :



AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public annexée à la présente, et l'engagement des sommes inscrites au Budget de l'exercice au compte 61521 pour les dépenses d'investissement.

VALIDE la convention avec la SAS le Panier des Product'Eure;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à ce dossier, au nom et pour le compte de la Commune.

4. DELIBERATION N°2026-09-25-03 CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN LOCAL AU 9 DE LA RUE PLANCHE BOTTIN A BROGLIE.

ARTICLE 1 : Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) est accordée à LES PROFESSEURS DE MUSIQUE, dont le siège social est sis 1 rue du 11 novembre 27270 Broglie, pour l'organisation de cours de musique.

ARTICLE 2 : L'AOT fait l'objet de la convention jointe en annexe de la présente délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public annexée à la présente, et l'engagement des sommes inscrites au Budget de l'exercice au compte 61521 pour les dépenses d'investissement.

VALIDE la convention avec LES PROFESSEURS DE MUSIQUE ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à ce dossier, au nom et pour le compte de la Commune.

5. DELIBERATION N°2026-09-25-04 : Mise en place du dispositif du Service Civique et autorisation donnée au Maire de solliciter un agrément ou de recourir à l'intermédiation.

Après avoir entendu M. le Maire qui a rapporté ce dossier ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE le recrutement d'un contrat de service civique pour une mission dans le domaine de l'animation et de la citoyenneté, à partir du 1er janvier 2027, pour une durée de 10 mois et pour un temps de travail de 35 heures hebdomadaires.

AUTORISE le dépôt d'un dossier d'agrément de la commune de BROGLIE au titre de l'engagement dans le dispositif du service civique auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS).

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer le contrat d'engagement de service civique avec le/la volontaire, ainsi que les documents afférents.

APPROUVE l'ouverture des crédits nécessaires pour le versement d'une prestation complémentaire par virement bancaire d'un montant de 107,58 € par mois (soit 1290,96 € par an) pour la prise en charge des frais d'alimentation et de transport.

INDIQUE que les moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à la qualité de l'accueil du/de la volontaire et de la mise en œuvre des missions ainsi qu'à promouvoir et valoriser le dispositif et ses acteurs, notamment auprès des jeunes, seront mis en œuvre.

6. Questions diverses

Question N°1 – Méthanisation

M. David SEHET

Nous avons eu écho d'un projet de méthanisation entre Broglie et Chamblac.

Sachant que le fonctionnement de ce type d'installation nécessite l'acheminement de déchets organiques, nous nous interrogeons sur la circulation des camions qui pourraient être amenés à traverser le village de Broglie.

Pouvez-vous nous indiquer quelle sera la position de la mairie de Broglie concernant ce projet. Par ailleurs, disposez-vous déjà d'informations concernant les éventuels itinéraires



qui seraient empruntés par les poids lourds nécessaires au fonctionnement de cette installation ?

Une étude est-elle prévue afin d'évaluer l'impact de cette circulation supplémentaire sur les routes de la sécurité des usagers, notamment au regard des caractéristiques actuelles de certaines voies de notre village ?

Réponses de monsieur le maire

Aucun méthaniseur n'est prévu à Broglie. En revanche d'après ce qu'a indiqué le maire du CHAMBLAC, deux projets de méthaniseurs sont prévus sur sa commune, de même qu'un projet d'éolienne. A ce jour la commune de BROGLIE n'a pas été officiellement informée de ces projets donc je ne peux pas apporter de réponse documentée sur ces projets. Le jour où ce sera le cas, il y aura de toute façon une étude environnementale et la commune pourra se positionner.

M. DE BROGLIE : avez-vous l'intention de demander une étude d'impact notamment par rapport à la circulation ?

M. LE MAIRE : tant que nous ne sommes pas officiellement saisis sur ces projets, nous n'allons pas engager une étude d'impact.

M. GALLIER : vu les délais que prennent ces procédures, les aménagements prévus dans la commune pour pacifier la circulation auront été réalisés et régleront, au moins partiellement les problèmes de circulation.

M. DE BROGLIE : y aura-t-il un projet d'éolienne sur la commune ?

M. LE MAIRE : ce n'est pas nous qui décidons des projets éoliens mais cela ne préjuge en rien des décisions que nous prendrons si tel est le cas. A l'instant T aucune demande officielle n'a été envoyée, ni pour les méthaniseurs, ni pour l'éolien.

Question N°2 – Habitat dégradé

Mme. Céline DUFOUR

Je souhaite vous interroger sur la situation de l'habitat dégradé dans notre commune, à partir d'un cas concret : le 2, Place des Trois Maréchaux.

Nous avons récemment photographié cet immeuble. Sans préjuger de sa qualification juridique, son état extérieur, ses ouvertures très dégradées, réparations ou obturations provisoires, éléments de façade à vérifier, soulève des interrogations.

La commune a-t-elle connaissance de cette situation et a-t-elle été examinée par les services compétents ?

Plus largement, puisque la requalification du parc de logements constitue un enjeu identifié par l'Intercom Bernay - Terres de Normandie, nous souhaiterions disposer de quelques chiffres :

1. Combien de logements ou immeubles présentant des problèmes de salubrité, de sécurité ou d'habitabilité ont été signalés à la commune au cours des cinq dernières années ?

2. Parmi ces signalements, combien font actuellement l'objet d'un suivi par la commune, l'Intercom ou les services de l'État ?

3. Concernant le 2 Place des Trois Maréchaux, la mairie a-t-elle reçu un signalement, effectué une visite ou saisi un service compétent ? Si oui, quelles suites ont été données et à quelles dates ?

4. Enfin, combien de propriétaires ont été accompagnés ces dernières années dans le cadre des dispositifs d'amélioration de l'habitat, notamment avec SOLIHA, et combien de logements dégradés ont effectivement été réhabilités ?

Notre demande est donc simplement de disposer d'un état des lieux chiffré de l'habitat dégradé à Broglie, de connaître les situations actuellement suivies et les actions engagées. Monsieur le Maire, pouvez-vous nous communiquer ces éléments et nous indiquer quelles mesures sont prévues pour les situations nécessitant une intervention ?

Réponse de monsieur le maire :

Pour le 2 place des Trois maréchaux, le problème n'est pas nouveau et la commune a engagé des actions. Mme Veronique BEUVE est en charge du dossier de l'habitat dégradé.



La parole est donnée à Mme BEUVE :

L'habitat dégradé est une composante d'un ensemble qui concerne l'attractivité de la commune puisqu'il y a l'habitat dégradé mais aussi des bâtiments à usage commercial.

En termes de chiffres, l'INSEE dénombre 800 logements (concernant 1100 personnes) dont 650 habités, 70% de logements vacants et 50% de logements dits secondaires ou exceptionnels. Tous les logements vacants ne sont pas dégradés ou insalubres.

Pour répondre aux préoccupations, l'ancienne mandature a enregistré 19 logements présentant des problèmes d'état, de salubrité, de sécurité ou d'habitabilité. Il en reste 11 puisque 8 ont été traités et sont donc sortis du regard. Aujourd'hui, la commune en suit 16 qui sont situés dans le centre-bourg parce que cela a un impact direct sur l'attractivité. Il faut noter que la plupart de ces logements sont très anciens (XVIII^e ou XIX^e siècle), petits (moins de 4 pièces), sans jardin ni garage donc difficilement logeable et en très mauvais état. Leur état et leurs caractéristiques rendent leur reprise par des investisseurs très difficile car la rentabilité serait difficile à assurer.

Tous ces bâtiments sont suivis de près ; voici quelques cas représentatifs :

- Rue Augustin Fresnel : À la suite d'un signalement de la locataire, à la mairie pour alerter sur l'état de son logement, monsieur le Maire a effectué une constatation en utilisant la grille de repérage et de signalement, mise en place par le service de lutte contre l'habitat indigne, laquelle a été ensuite transmise aux services de l'État. Une enquête a été ouverte par l'ARS, et il a été décidé d'un relogement d'urgence. Ce logement est déclaré insalubre par un arrêté préfectoral daté du 7 avril 2026, et interdisant sa remise en location tant que les travaux nécessaires n'ont pas été réalisés, avec une mainlevée subséquente.
- Rue du Routoir : Des fissures structurelles ont été constatées, notamment un recul du soubassement et la désolidarisation entre les soubassements en silex et les grès. Une lettre recommandée a été adressée au propriétaire en décembre 2025, restée sans réponse. Un expert désigné par le tribunal administratif a également constaté l'obligation de réaliser des travaux. Ces derniers ont été effectués en juin et juillet 2026, avec un rapport rendu par l'expert le 19 juillet 2026.
- Concernant le 2 Place des Trois Maréchaux, la mairie a identifié de nombreuses anomalies. Ces constats ont été signalés à plusieurs reprises aux propriétaires. Une demande va être adressée au tribunal administratif de Rouen pour obtenir la désignation d'un expert qui nous fournira un rapport, ce qui permettra de prendre les mesures appropriées, y compris l'émission d'un arrêté de mise en sécurité.

A ce stade la commune mène une politique incitative vis-à-vis des propriétaires de ces bâtiments par l'intermédiaire de courriers expliquant les problèmes de sécurité ou sanitaires posés par la dégradation des bâtiments et le demandant de prendre les mesures appropriées.

Il est par ailleurs rappelé que chaque propriétaire doit entretenir au droit de sa propriété, la totalité du trottoir ou du bas-côté de la route.

La majorité des propriétaires ont répondu aux courriers et ont pris contact avec le secrétariat de mairie ou Monsieur le Maire. La mairie les assiste dans leurs démarches administratives et les oriente vers des organismes d'aide financière tels que France Rénov et SOLIHA (avec des permanences au CRILL à La Trinité de Réville le 1er mercredi et le 1er jeudi de chaque mois).

La municipalité va poursuivre le suivi de l'habitat dégradé à Broglie et mettra en œuvre les actions nécessaires, le cas échéant coercitives, pour garantir de meilleures conditions de vie et de sécurité à nos concitoyens.

Question n° 3 – Bail commercial et garanties pour la commune**Monsieur P.M DE BROGLIE :**

Dans le cadre de la délégation qui vous a été accordée pour signer un bail présentant les caractéristiques d'un bail commercial au profit de Monsieur Gadeyne, vous indiquez que la commune ne pourra être mise en cause, pour quelque motif que ce soit.



Afin de disposer d'une compréhension claire et complète de la configuration du projet, de prévenir les conséquences d'une éventuelle difficulté et d'éviter que les finances communales ne soient engagées, pourriez-vous nous préciser les garanties juridiques, financières et assurantielles prévues ?

Nous souhaitons notamment obtenir des réponses sur les points suivants :

- La commune bénéficie-t-elle d'une assurance propriétaire non occupant couvrant le bien et les risques liés à son exploitation indépendamment de l'assurance de l'exploitant ?
- Quelles dispositions sont prévues en cas de cessation d'activité ou de défaillance et dans une telle situation, qui serait responsable du démontage et de l'enlèvement des installations ainsi que de la remise en état des lieux ?

Ces demandes ont pour objectif de permettre au conseil municipal de disposer d'une vision complète du projet et de ses conséquences éventuelles pour la commune, notamment en cas d'échec de l'activité.

Réponses de monsieur le maire

- Etant donné qu'il ne s'agit que d'un terrain, il n'y a pas d'assurance à prendre de même que la mairie ne prend pas d'assurance pour les maraichers qui occupent l'espace public. Monsieur Gadeyne assure lui-même le local qui lui appartient
 - M. DE BROGLIE : vous louez de manière continue un espace à un exploitant donc s'il y a un risque la commune peut être mise en cause.
 - M. LE MAIRE : la commune a une assurance sur tout le territoire de la commune. Le bâtir appartient à l'exploitant et il n'y a pas d'assurance à prendre.
- Les dispositions en cas de cessation d'activité, de défaillance ou de liquidation judiciaire du locataire sont prévues par la convention :
 - Article 5 : La « SAS Le Panier des Product'Eure » s'engage à Préserver le patrimoine de la commune en surveillant et en utilisant les équipements de manière responsable pour éviter toute dégradation. - Prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur pour les locaux accueillant du public, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.
 - Article 9 : La « SAS Le Panier des Product'Eure » assume l'entière responsabilité des dommages aux biens mobiliers et immobiliers dans le local et sur ses équipements à la fin de son occupation.
- Dans une telle situation, l'entreprise serait responsable du démontage et de l'enlèvement des installations ainsi que de la remise en état des lieux et supportera les coûts correspondants.
- Aucun dépôt de garantie n'est prévu puisque'il s'agit de l'occupation d'un terrain nu et que tous les frais éventuels seraient à la charge de l'occupant.
- Il convient de préciser que tous les produits sont fournis par des producteurs locaux, y compris les commerçants de la commune, qui vont être rejoint prochainement par le poissonnier qui fait le marché du vendredi et par notre boulanger.

Question n° 4 : dépôts sauvages :

David SEHET

Nous avons pu constater la présence de nombreux dépôts sauvages dans le village, ainsi que, malheureusement, des déchets déposés au pied des conteneurs prévus à cet effet. Concernant les conteneurs, nous constatons qu'ils sont régulièrement saturés, notamment le dimanche soir. Il serait donc intéressant de réfléchir à une solution adaptée : faut-il envisager des conteneurs de plus grande capacité ou augmenter la fréquence des collectes, notamment en fin de week-end ?

Par ailleurs, un panneau indique que le site est équipé d'une caméra de surveillance, alors qu'il semblerait que ce ne soit pas le cas. Il serait peut-être nécessaire de vérifier ce point et, le cas échéant, de mettre la signalisation en conformité avec la réalité.



Quelle position pourriez-vous envisager sur ce sujet et quelles solutions pourraient être mises en place afin d'améliorer durablement la situation et préserver l'image du village ?

Réponse de monsieur le maire

- Des conteneurs plus gros ont été installés,
- Chaque fois que nécessaire, un courriel est envoyé à PRECOVAL pour signaler les débordements ;
- Nous avons vu avec la gendarmerie la possibilité d'installer des caméras et une pancarte ad-hoc qui permettront à la Gendarmerie de verbaliser directement à partir de l'immatriculation des véhicules qui s'arrêtent pour déposer des déchets.

M. DE BROGLIE : il y a également des dépôts sauvages du côté de la rue de monsieur Bonette

M. LE MAIRE : les demandes envoyées à PRECOVAL ont été relancées récemment.

Question N°4 : Entretien de l'église et sa toiture

Mme. Céline DUFOUR

Elle est aujourd'hui fortement recouverte de mousse et des infiltrations d'eau existent lorsqu'il pleut. Cela pose la question de la préservation du bâtiment et des éléments patrimoniaux qu'il abrite.

Par ailleurs, une délibération du 7 avril 2023 prévoyait un projet de restauration des vitraux, pour un montant estimé à plus de 244 000 € TTC, avec des travaux envisagés en 2024. Il nous a été indiqué depuis que les demandes de subvention avaient été rejetées en 2023 et 2024 et que le projet n'était pas reconduit en 2025.

Nous souhaiterions donc savoir :

- Où en est aujourd'hui le projet de restauration des vitraux ;
- Où en est le dossier concernant l'orgue, qui nécessitait également des études préalables ;
- Quelles sommes ont déjà été engagées par la commune pour ces différents projets ;
- Quelles subventions ont été sollicitées et obtenues ou refusées ;
- Et quelles interventions sont prévues concernant la toiture et les infiltrations d'eau.

Enfin, compte tenu de l'état actuel de la toiture, pouvez-vous nous indiquer si un diagnostic a été réalisé et quel calendrier la commune envisage pour éviter que les infiltrations ne viennent aggraver l'état des vitraux, de l'orgue et de l'intérieur de l'église ?

Pouvez-vous nous faire un point précis sur l'ensemble de ces dossiers et sur les travaux réellement programmés ?

Réponse de monsieur le maire

J'ai fait nettoyer les chenaux qui ne l'avaient pas été depuis longtemps. Nous avons retiré une benne pleine.

L'entreprise de couverture a réalisé un premier diagnostic et recommandé dans un premier temps, de ne pas procéder au démoussage de la toiture compte tenu de la fragilité des tuiles.

L'architecte des bâtiments de France (ABF) est venue début juillet visiter différents sites de la commune dont, en premier lieu l'église. Elle a indiqué qu'il faudra réaliser un audit complet de l'église. Un expert de la DRAC est prévu de venir avant la fin de l'année. Il s'agit de savoir si l'on doit refaire seulement le côté Nord de la toiture qui est le plus abîmé ou si les infiltrations constatées ont entraîné d'autres dommages, sur la charpente ou sur la pierre. Dès cet audit réalisé, nous pourrions initier les demandes de subventions et inscrire les sommes nécessaires au budget 2027 de la commune.

Les travaux de l'orgue et des vitraux dépendront évidemment des sommes nécessaires à la toiture, sachant que pour les vitraux, l'affaire de la marnière a malheureusement conduit



à utiliser les sommes initialement prévues pour les vitraux. Selon l'ABF l'état des vitraux ne met pas l'édifice en péril.

Quoi qu'il en soit, il ne sera pas possible d'affecter tout le budget aux travaux de l'église. Le fait de faire cet audit pourra permettre de mettre en place une opération pluriannuelle au niveau du budget. S'il n'y a qu'une partie de la toiture à refaire, ça ne sera pas trop lourd mais nous attendons le résultat de l'audit.

Question n° 5 : Label « Petite Cité de Caractère »

Monsieur P.M DE BROGLIE :

Lors de la précédente mandature, j'avais proposé à la présidente de la commission tourisme, Mme Duboc, d'engager les démarches nécessaires afin que la ville puisse obtenir le label « Petite Cité de Caractère ».

À ma connaissance, rien n'a été fait. Cette absence d'avancement prive potentiellement notre commune et ses commerçants des bénéfices que pourrait apporter cette labellisation, notamment en matière d'attractivité, de tourisme et de valorisation du patrimoine local. Pouvez-vous nous indiquer si la municipalité entend engager cette démarche et si ce n'est pas le cas pour quelles raisons ?

Réponse de monsieur le maire

Cette démarche est assez marginale en Normandie ; dans l'Eure, seule Verneuil d'Avre et d'Iton a sollicité ce label. L'adhésion engendre des contraintes et un coût et notamment un engagement pluriannuel de rénovation pour lequel nous ne sommes pas sûr d'avoir les moyens. Donc cela ne fait pas partie de nos priorités du moment, notamment compte tenu du caractère très incertain du retour sur investissement potentiel.

**La prochaine séance du conseil municipal est fixée au
vendredi 11 décembre à 19h30**

L'ORDRE DU JOUR ET LES QUESTIONS DIVERSES ETANT EPUISES, LA SEANCE EST LEVEE A VINGT HEURES ET VINGT-DEUX MINUTES.

Pour affichage, le 29 septembre 2026.

La secrétaire de séance,
Laurence TESSIER



Le Maire,
Amaury LATHAM

